



Canada-Europe : Une convergence stratégique motrice dans un ordre mondial en mutation

Major Benoit Poncet

JCSP 51

Exercice Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© His Majesty the King in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2025.

PCEMI n° 51

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2025.

JCSP 51 - PCEMI n° 51
2024 - 2025

Exercise Solo Flight – Exercice Solo Flight

Canada-Europe : Une convergence stratégique motrice dans un ordre mondial en mutation

Major Benoit Poncet

“This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

« La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale. »

Canada-Europe : Une convergence stratégique motrice dans un ordre mondial en mutation

1. Introduction

Le 17 mars 2025, Mark Carney, nouvellement investi Premier ministre du Canada, déroge à la tradition en effectuant sa première visite officielle à Paris et Londres plutôt qu'aux Etats-Unis¹. Cette décision souligne la dégradation des relations entre Washington et Ottawa et la volonté de cette dernière de renforcer ses relations avec l'Europe. L'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre est rompu aux relations avec les dirigeants politiques européens avec qui il partage des affinités idéologiques évidentes². Une telle initiative ne peut que ravir les leaders européens au premier rang desquels le président français Emmanuel Macron qui a qualifié « d'immense honneur que la France soit le premier pays visité par le nouveau premier ministre canadien³ ».

Cette situation fait suite aux déclarations répétées du président Donald Trump ayant trait à sa volonté d'annexer le Canada pour en faire le 51^{ème} état des Etats-Unis. Si l'on peut contester le réalisme de ces velléités, il n'en reste pas moins qu'elles ont suscité un regain de patriotisme et une véritable inquiétude du côté canadien, d'autant plus qu'elles s'accompagnent de l'imposition de droits de douane qui peuvent être interprétés comme une stratégie d'étouffement économique du Canada⁴. Certains analystes sont même allés jusqu'à plaider en faveur d'une intégration du Canada à l'Union européenne (UE) afin de sortir du giron américain. Bien que cette option soit politiquement et institutionnellement hautement improbable à l'heure actuelle⁵, son émergence souligne le caractère stratégique de la période en cours pour le Canada et l'Europe, notamment la France et le Royaume-Uni, qui pourraient profiter de cette opportunité pour renforcer leurs relations au service de l'indépendance économique et stratégique⁶, ainsi que de la défense du droit international. En effet, le changement de posture historique de l'administration américaine vis-à-vis de ses alliés est un élément déclencheur, mais de nombreux aspects vont dans ce sens.

Ces considérations, reflet d'un changement de paradigme dans les relations internationales, invitent à se demander en quoi la conjoncture géopolitique internationale de ce début 2025 présente une opportunité stratégique pour le Canada, la France et l'Europe et quelles formes pourrait prendre un tel rapprochement transatlantique.

Cet essai va tenter de démontrer que, en se conjuguant avec le partage d'un socle de valeurs et d'intérêts communs, le contexte géopolitique actuel favorise un resserrement des

¹ Eliott Dumoulin, « Donald Trump réveille les liens entre le Canada et l'Europe », *Le Monde*, 31 mars 2025, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/31/donald-trump-reveille-les-liens-entre-le-canada-et-l-europe_6588983_3232.html.

² Louis Blouin, « Mark Carney en Europe : trois choses à surveiller », *Radio-Canada*, 16 mars 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2148266/mark-carney-europe-trois-choses-surveiller-blouin>.

³ Ariane Emond, « Mark Carney reçoit l'appui d'« alliés souverains » en France et au Royaume-Uni », *Radio-Canada*, 17 mars 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2148327/premier-ministre-mark-carney-voyage-europe-ukraine-g7>.

⁴ Eliott Dumoulin et Arnaud Leparmentier, « La folle journée où Donald Trump a intensifié sa guerre commerciale contre le Canada pour l'étouffer économiquement », *Le Monde*, 11 mars 2025, https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/11/trump-intensifie-la-guerre-des-droits-de-douane-contre-le-canada-pour-l-etouffer-economiquement_6579256_3234.html.

⁵ Philippe Mercure, « 51e État... ou 28e membre de l'Union européenne ? », *La Presse*, 8 janvier 2025, sect. Chroniques, <https://www.lapresse.ca/dialogue/chroniques/2025-01-08/51e-etat-ou-28e-membre-de-l-union-europeenne.php>.

⁶ Dumoulin, « Donald Trump Réveille Les Liens Entre Le Canada et l'Europe ».

relations stratégiques entre le Canada, la France et l'Europe qui pourrait notamment se traduire par un développement des liens économiques, un renforcement de la coopération de défense et la promotion commune d'un ordre international libéral mis à jour.

Cette étude se divise en deux parties. La première dresse un état des lieux des facteurs économiques, militaires et diplomatiques qui justifient une telle évolution des relations canado-européennes. En effet, la recherche de nouveaux partenaires pour assurer une autonomie stratégique de part et d'autre de l'Atlantique, de solides bases culturelles communes ainsi qu'une vision partagée de l'ordre international forment une conjoncture favorable à un rapprochement entre le Canada et l'Europe. La seconde partie explore les domaines et activités qui pourraient soutenir un approfondissement des liens transatlantiques tels que les échanges commerciaux, la coopération de défense ou la promotion d'un ordre international basé sur des règles. Ces différentes pistes répondent aux éléments conjoncturels développés précédemment.

2. Une conjoncture encourageant les relations transatlantiques entre le Canada et l'Europe

La situation géopolitique et économique mondiale du premier semestre 2025 apparaît favorable au renforcement des relations transatlantiques entre le Canada et l'Europe. En particulier, les liens historiques singuliers unissant la France à ses cousins d'Amérique du Nord contribuent à souligner le bien-fondé de cette opportunité stratégique et constituent une porte d'entrée sur l'UE.

2.1 La souveraineté canadienne contestée

L'immensité du territoire canadien, ses conditions environnementales particulières ainsi que l'inégale répartition de la population rendent la souveraineté sur ce territoire difficile à assumer. Elle est d'ailleurs remise en question à la fois par des compétiteurs stratégiques et plus récemment par l'allié historique américain.

2.1.1 Compétition stratégique dans l'Arctique

Les rivaux russes et chinois ne cachent pas leurs prétentions sur l'Arctique canadien et ses possibles exploitations. La potentielle ouverture d'une voie maritime stratégique au travers du passage du nord-ouest ainsi que les ressources naturelles présentent un attrait certain. Affaires mondiales Canada surveillent ainsi attentivement les activités russes et chinoises dans la région. Ces dernières incluent des exercices maritimes conjoints, mais aussi des tentatives de prise d'intérêts économiques par la Chine telles que des activités illégales de navigation et de pêche par des navires chinois dans les eaux territoriales canadiennes⁷. Sous couvert d'investissement dans des infrastructures commerciales et civiles (ports, mines, télécommunication, etc.) ainsi que de coopération dans la recherche scientifique, l'Empire du Milieu développe une utilisation duale de ces activités qui lui permettent une surveillance militaire discrète. La méfiance est donc de

⁷ Magali Vullierme et Alexandre Cicard, « Les pistes de collaboration canado-française face aux nouvelles menaces sécuritaires et climatiques dans l'Arctique canadien », *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 19 décembre 2024, <https://ras-nsa.ca/fr/les-pistes-de-collaboration-canado-francaise-face-aux-nouvelles-menaces-securitaires-et-climatiques-dans-larctique-canadien/>.

mise et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) alerte sur les risques d'ingérence chinoise dans ces zones⁸. Côté russe, l'exploitation des ressources de l'Arctique est une priorité stratégique pour Vladimir Poutine. La Russie s'y développe notamment pour contrer les effets des sanctions occidentales, conséquences du déclenchement de la guerre en Ukraine. Ce déploiement passe par une militarisation de l'Arctique russe ainsi que par l'entretien d'une flotte importante de navires brise-glaces à propulsion nucléaire permettant d'assurer l'accès aux voies maritimes gelées⁹.

2.1.2 Vellités expansionnistes de la nouvelle administration américaine

Par ailleurs, malgré le statut américain d'allié inconditionnel du Canada, le président Donald Trump a réitéré à plusieurs reprises sa volonté de faire de son voisin du nord le 51^{ème} état des Etats-Unis¹⁰. Si la mise en pratique de cette menace se heurterait à de nombreuses difficultés, elle n'en reste pas moins prise très au sérieux par le gouvernement canadien qui entend bien défendre l'intégrité du Canada et plaide donc pour une réduction de la sujétion aux Etats-Unis dans tous les domaines, incluant le militaire¹¹. Dans une attitude plus transactionnelle, voire coercitive, l'administration américaine pourrait décider que la défense du Canada n'est plus dans son intérêt, elle pourrait réduire l'accès à certaines ressources militaires ou encore aller jusqu'à des actions plus agressives pour accaparer certains territoires comme les Grands Lacs ou le passage du nord-ouest¹². Les deux pays sont interconnectés économiquement, géographiquement par deux longues frontières continentales communes et militairement par une défense partagée du continent au travers du *North American Aerospace Defense Command (NORAD)*¹³. Cette interconnexion explique pourquoi les provocations du président américain sont perçues comme une trahison et une menace existentielle dans la société canadienne. Elles ont suscité à la fois une vague d'anxiété et un fort sentiment d'union nationale qui renforce la position du gouvernement face à l'expansionnisme américain¹⁴.

Les vellités des rivaux stratégiques dans l'Arctique ainsi que les déclarations inquiétantes de la nouvelle administration américaine sur la possibilité d'annexer son voisin soulignent la nécessité pour le Canada de protéger sa souveraineté en s'appuyant sur des alliés fiables.

⁸ *Ibid.*

⁹ Sandrine Vieira, « Les experts sonnent l'alarme devant la menace russe dans l'Arctique canadien », *Le Devoir*, 9 mars 2024, <https://www.ledevoir.com/monde/808706/experts-sonnent-alarme-devant-menace-russe-arctique-canadien>.

¹⁰ Dumoulin et Leparmentier, « La folle journée où Donald Trump a intensifié sa guerre commerciale contre le Canada pour l'étouffer économiquement ».

¹¹ Joël-Denis Bellavance et Vincent Larouche, « Le Canada s'arrime à l'Europe : un résultat direct des menaces américaines », *La Presse*, 20 mars 2025, sect. Actualités, <https://www.lapresse.ca/actualites/defense-et-dependances-militaires/le-canada-s-arrime-a-l-europe/2025-03-20/un-resultat-direct-des-menaces-americaines.php>.

¹² Justin Massie, « Le Canada doit se préparer à la coercition américaine », *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 15 mars 2025, <https://ras-nsa.ca/fr/le-canada-doit-se-preparer-a-la-coercition-americaine/>.

¹³ Gaspard Schnitzler et Eric Vouvalidis, « La coopération en matière industrielle de défense : état des lieux et perspectives de développement », *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 4 février 2025, <https://ras-nsa.ca/fr/la-cooperation-franco-canadienne-en-matiere-industrielle-de-defense-etat-des-lieux-et-perspectives-de-developpement/>.

¹⁴ *Canada : des élections sous pression, Une leçon de géopolitique*, Le dessous des cartes, 2025, <https://www.youtube.com/watch?v=OquFVVRdK0o>.

2.2 La quête d'autonomie stratégique européenne

De l'autre côté de l'Atlantique, l'UE et plus largement les pays du continent européen, sont également soumis aux affres de la politique étrangère américaine. En réaction, l'idée d'une autonomie stratégique européenne, défendue depuis longtemps par la France, s'épanouit et gagne en soutien.

2.2.1 *Leadership français*

Paris se positionne en leader européen de l'autonomie stratégique et voit dans la transformation de l'ordre international une occasion pour l'Europe de se repositionner sur la scène internationale. Le développement d'une telle autonomie stratégique permettrait à l'Europe de s'émanciper de la tutelle américaine pour assurer sa propre sécurité¹⁵. Le président français Emmanuel Macron plaide pour un renforcement du rôle de l'UE dans la défense du continent en compléments des garanties apportées par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le statut politique de pilier fondateur de l'UE ainsi que des atouts militaires indéniables confèrent à la France une certaine crédibilité dans ce domaine. En effet, l'armée française est l'une des plus avancées du continent et elle s'appuie sur la maîtrise de capacités de pointe comme la dissuasion nucléaire, l'action dans l'espace ou la cyberdéfense. Un investissement significatif dans la défense (légèrement supérieur à 2% du produit intérieur brut) lui permet un renouvellement et une modernisation continus de ses capacités militaires¹⁶.

2.2.2 *Adhésion suscitée par un changement de paradigme*

Cette vision française de la défense européenne n'avait que peu convaincu les autres pays jusqu'à récemment. En effet, les pays d'Europe de l'Est en particulier, préféraient se mettre sous la protection du parapluie militaire américain au travers de l'OTAN et de sa clause de défense collective. Le désengagement annoncé des Etats-Unis de la sécurité de l'Europe¹⁷ associé au déclenchement de la guerre en Ukraine pousse les pays du Vieux Continent à prendre en charge leur propre défense, la Commission européenne a ainsi récemment présenté dans cette optique un Livre blanc pour la défense¹⁸. Ce dernier reconnaît le déplacement des intérêts américains vers d'autres régions du monde¹⁹. La volte-face américaine crée un consensus en Europe sur la nécessité de tendre vers une autosuffisance militaire sans toutefois clore le débat sur la manière d'atteindre cet objectif. Même l'Allemagne, historiquement tournée vers les Etats-Unis et l'OTAN pour assurer sa sécurité et son approvisionnement en équipement militaire, a récemment déclaré, en la personne du nouveau chancelier, que l'Europe devait développer sa base

¹⁵ Pierre Colautti-Féré et Jacob Fortier, « Loyalty or Autonomy? Canadian and French Divergent Strategic Behaviors in Time of Power Transition », *Études Canadiennes / Canadian Studies. Revue Interdisciplinaire Des Études Canadiennes En France*, n° 91 (30 décembre 2021): 165-87, <https://doi.org/10.4000/eccs.5286>.

¹⁶ Léa Pérémarty et Leah Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne », *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 21 décembre 2024, <https://ras-nsa.ca/fr/larchitecture-de-securite-transatlantique-potentialite-de-lalliance-franco-canadienne/>.

¹⁷ Allan Little, « How Trump Blew up the World Order - and Left Europe Scrabbling », *BBC InDepth*, 26 mars 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/c2er9j83x0zo>.

¹⁸ Chloé Bourquin, « Le Canada s'arrime à l'Europe : pourquoi se rapprocher de l'Europe? », *La Presse*, 20 mars 2025, sect. Actualités, <https://www.lapresse.ca/actualites/defense-et-depenses-militaires/le-canada-s-arrime-a-l-europe/2025-03-20/industrie-militaire/pourquoi-se-rapprocher-de-l-europe.php>.

¹⁹ High representative of the union for foreign affairs and security policy, « Joint White Paper for European readiness 2030 », 19 mars 2025, 2.

industrielle et technologique de défense (BITD) afin d'assurer son indépendance²⁰. On peut toutefois se demander si un tel revirement est durable ou s'il est conjoncturellement lié à une volonté de sauver l'industrie allemande, pilier de la puissance économique du pays. Les intérêts des pays européens restent divers et partagés entre tropisme proaméricain et changement fondamental de long terme vers une réelle indépendance du continent.

La recherche d'autonomie stratégique européenne et donc la réduction de la dépendance au complexe militaro-industriel américain peuvent favoriser un renforcement des relations avec d'autres alliés jugés plus sûrs dont le Canada fait partie.

2.3 La nécessaire diversification des partenariats

Les Etats-Unis sont le principal partenaire économique, politique et militaire du Canada. La remise en cause de ce lien historique particulier par une administration américaine qui prêche le protectionnisme enjoint le Canada à rechercher de nouveaux partenaires pour développer son indépendance.

2.3.1 Protectionnisme américain agressif

Depuis son retour à la tête de la première puissance mondiale, Donald Trump promeut un protectionnisme offensif pour renégocier des accords commerciaux jugés défavorables aux États-Unis et défendre l'économie de son pays qu'il estime avoir été spolié par d'autres, notamment européens, qui auraient profité des largesses et de la protection américaine sans contrepartie²¹. Les droits de douane sont utilisés comme moyen de pression dans la négociation d'un accord avec les Etats-Unis dont ces derniers, en la personne de leur président, jugeront de la validité dans l'intérêt américain. Ils sont établis sur certains types d'importation (acier, aluminium, automobiles, etc.) mais surtout sur les biens provenant de chaque pays individuellement en fonction de l'évaluation de la balance commerciale et de la taxation perçue sur l'exportation des produits américains (droits de douane réciproques)²². Faisant suite à la volonté de négocier exprimée par de nombreux états après les taxes annoncées le 2 avril 2025, la majorité d'entre elles ont été suspendues le 9 avril pour 90 jours, sauf pour la Chine qui reste l'adversaire économique principal et sans aucun doute la cible privilégiée²³. Ces revirements traduisent une politique transactionnelle imprévisible visant à redessiner les règles du commerce mondial au profit des intérêts américains. La volatilité de la situation est cependant peu favorable à la stabilité économique et le président Trump pourrait être rattrapé par le principe de réalité et contraint de renoncer à certains projets pour le bien de l'économie, des entreprises et de la population américaines.

2.3.2 Indépendance économique et militaire

Les deux grands pays nord-américains sont liés économiquement par un accord de libre-échange depuis 1987 et les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial du Canada. D'autre part, les forces armées canadiennes utilisent majoritairement des armements américains et les deux états sont alliés au sein du *NORAD* et de l'OTAN mais aussi des *Fives Eyes* pour ce qui a

²⁰ Little, « How Trump Blew up the World Order - and Left Europe Scrabbling ».

²¹ *Ibid.*

²² Sophie-Hélène Lebeuf, « Donald Trump étend sa guerre tarifaire à la planète », *Radio-Canada*, 3 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2153007/trump-guerre-tarifaire-droits-douane-reciproques>.

²³ Armelle Bohineust, « Donald Trump suspend l'augmentation des droits de douane pour 90 jours, sauf pour la Chine », *Le Figaro*, 9 avril 2025, <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-livraisons-de-produits-vers-l-europe-seront-forcement-ralenties-donald-trump-provoque-le-chaos-dans-les-echanges-internationaux-20250409>.

trait au renseignement²⁴. Face à l'offensive douanière et commerciale des Etats-Unis ainsi qu'à la remise en question de leur fiabilité quant au respect de sa souveraineté, le Canada cherche à découpler son économie et sa puissance militaire de celles de son allié nord-américain. L'une des priorités du gouvernement canadien est ainsi de diversifier les sources d'approvisionnements du pays, en particulier pour les équipements militaires²⁵. Si une émancipation prendra nécessairement du temps, il est possible à court ou moyen terme d'augmenter la part européenne dans le commerce canadien. La remise en question par le Premier ministre Mark Carney du contrat de 19 milliards de dollars portant sur la fourniture par Lockheed Martin de 88 chasseurs F-35 au Canada est un exemple significatif de cette volonté politique²⁶. La confiance envers le partenaire américain ayant été sérieusement ébranlée, les forces canadiennes pourraient se tourner vers le constructeur suédois Saab qui avait proposé un transfert de propriété intellectuelle et l'assemblage de son chasseur Gripen sur le territoire canadien²⁷.

La volonté d'indépendance économique et militaire vis-à-vis des Etats-Unis exprimée par le gouvernement du Canada fait suite aux menaces du président Trump ainsi qu'à sa politique douanière et participe à un climat favorable à un rapprochement avec l'Europe. En ce sens, elle est le pendant canadien de la volonté européenne d'indépendance stratégique.

2.4 Une vision partagée des relations internationales assise sur un socle culturel et moral commun

Au-delà des éléments conjoncturels, l'Europe et le Canada présentent une proximité socioculturelle ainsi que des intérêts stratégiques et une vision de l'ordre international communs qui traduisent une communauté de valeurs.

2.4.1 Lien socioculturel

Le Canada et l'Europe, en particulier le Royaume-Uni et la France, partagent une histoire commune qui se manifeste aujourd'hui par une convergence culturelle fondée sur des valeurs partagées et les langues française et anglaise²⁸, comme en témoigne l'appartenance du Canada au Commonwealth et à l'Organisation internationale de la Francophonie ainsi que la composition des diasporas. En 2021, 38% des Canadiens se disent d'ascendance anglaise, irlandaise ou écossaise, 11% d'ascendance française et le Royaume-Uni comme la France restent des destinations touristiques privilégiées par les Canadiens²⁹. La visite du Premier ministre Mark Carney à Paris et Londres après son entrée en fonction a été l'occasion de réitérer cette proximité. Il a ainsi rappelé avant son entretien avec le président français que « la souveraineté, la solidarité, le dynamisme et la durabilité sont des valeurs qui nous tiennent à cœur, qui nous réunissent³⁰ ». Ce discours vient confirmer la déclaration officielle Canada-France qui affirmait

²⁴ Schnitzler et Vouvalidis, « La coopération en matière industrielle de défense : état des lieux et perspectives de développement ».

²⁵ Jean-François Thériault, « Menacé par Trump, le Canada se tourne vers l'Europe pour un partenariat militaire », *Radio-Canada*, 20 mars 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2149130/canada-partenariat-defense-europe-trump>.

²⁶ Bourquin, « Le Canada s'arrime à l'Europe : pourquoi se rapprocher de l'Europe? »

²⁷ Murray Brewster, « Canada Reconsidering F-35 Purchase amid Tensions with Washington, Says Minister », *CBC News*, 14 mars 2025, <https://www.cbc.ca/news/politics/f35-blair-trump-1.7484477>.

²⁸ Pérémarthy et Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ».

²⁹ Dumoulin, « Donald Trump Réveille Les Liens Entre Le Canada et l'Europe ».

³⁰ Emond, « Mark Carney reçoit l'appui d'« alliés souverains » en France et au Royaume-Uni ».

déjà fin 2024 que « le Canada et la France nourrissent une relation de défense forte, fondée sur une histoire et des intérêts partagés, une langue commune et des valeurs universelles³¹ ». Côté britannique, il est important de souligner aussi un lien idéologique fort avec les Etats-Unis. On peut s'attendre à ce que ce dernier perdure et engendre une posture plus attentiste de la part du Royaume-Uni qui fait tout de même montre d'une réelle volonté de développer ses relations avec l'UE, en particulier en matière de défense.

2.4.2 Intérêts géostratégiques

La volonté politique, des deux côtés de l'Atlantique, de renforcer les relations entre le Canada et l'Europe, s'appuient sur des intérêts géostratégiques communs comme l'Indopacifique et l'Arctique. La Boussole stratégique de l'UE, élaborée par son Service européen pour l'action extérieure, précise sa résolution à approfondir les relations constructives de longue date en matière de sécurité et de défense avec le Canada et le Royaume-Uni³² et le récent Livre blanc européen fait état de la signature prochaine d'un partenariat de sécurité et de défense avec le Canada³³. Concernant l'Arctique, à la lecture de « Notre Nord, fort et libre », son caractère prioritaire pour le gouvernement canadien ne fait aucun doute. En effet, cette région soulève des enjeux importants en termes d'impact du changement climatique, d'infrastructure, de surveillance et de capacité d'intervention³⁴. En parallèle, La France souhaite également s'y engager significativement pour défendre ses intérêts et développe donc ses interactions avec les acteurs de la région, en particulier le Canada³⁵. Les intérêts convergent également en Indopacifique où les deux pays souhaitent s'investir dans la stabilité régionale fondée « sur le respect du droit international, des souverainetés et du multilatéralisme³⁶ ». La coopération franco-canadienne en matière de sécurité s'appuie sur une solide expérience opérationnelle et stratégique construite au travers d'exercices interarmées, d'opérations conjointes et d'échanges institutionnalisés au niveau ministériel³⁷. L'alignement des approches canadiennes et françaises en Haïti, au Liban, dans la coalition contre Da'esh, en Indopacifique et au Sahel témoigne du partage des mêmes intérêts au niveau global³⁸.

³¹ Justin Trudeau et Emmanuel Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. », 27 septembre 2024, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/09/27/declaration-canada-france-relative-a-un-partenariat-renforce-en-matiere-de-defense-et-de-securite>.

³² Conseil de l'Union Européenne, « Boussole stratégique », mai 2022, 42, <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-COR-1/fr/pdf>.

³³ High representative of the union for foreign affairs and security policy, « White Paper », 20.

³⁴ Ministère de la Défense Nationale, « Notre Nord, fort et libre : une vision renouvelée pour la défense du Canada » (Ministère de la Défense Nationale, 2024), x.

³⁵ Vullierme et Cicard, « Les pistes de collaboration canado-française face aux nouvelles menaces sécuritaires et climatiques dans l'Arctique canadien ».

³⁶ Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

³⁷ Schnitzler et Vouvalidis, « La coopération en matière industrielle de défense : état des lieux et perspectives de développement ».

³⁸ Pérémarty et Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ».

2.4.3 Soutien à l'Ukraine et défense du droit international

D'un point de vue plus général, le Canada et l'Europe partagent une même vision des relations internationales basée sur le respect du droit international et de l'ordre mondial libéral. Cela se traduit par exemple par un soutien inconditionnel à l'Ukraine face à l'agression russe et malgré la tendance au désengagement américain de la sécurité du territoire européen. En effet, le président des Etats-Unis semble enclin à accéder aux requêtes de Vladimir Poutine concernant le territoire ukrainien et la non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN tout en affichant des valeurs conservatrices proches du leader russe³⁹. L'UE, quant à elle, démontre son attachement à renforcer son soutien militaire à l'Ukraine pour assurer sa défense et sa sécurité⁴⁰. Même si la dépendance de la sécurité européenne aux Etats-Unis est indéniable et malgré son manque de puissance stratégique, l'Europe s'engage dans la voie de l'autonomie en apportant une contribution significative à la formation militaire de l'armée ukrainienne et en ayant réussi l'exploit de réduire rapidement sa dépendance aux importations de gaz russe⁴¹. Là encore, cette volonté de soutien matériel et de formation à l'Ukraine est affichée par le couple franco-canadien dans leur déclaration commune⁴². Les deux pays revendiquent par ailleurs leur attachement à l'ordre international libéral qui sert leurs intérêts⁴³ et forme un lien transatlantique fort qui ne demande qu'à se développer.

Ce socle culturel, moral et stratégique commun forme un terreau favorable à l'épanouissement des relations canado-européennes.

2.5 Un ordre international en mutation

Enfin, les changements en cours du paradigme sécuritaire mondial, s'avèrent propices à fédérer les défenseurs d'un ordre mondial basé sur des règles, dont l'Europe, la France et le Canada font partie.

2.5.1 Ordre international libéral mis au défi

L'ordre international libéral est aujourd'hui remis en cause par les grandes puissances et par le retour du souverainisme, des logiques de rapports de force et de la coercition en lieu et place de la diplomatie⁴⁴. La Chine, par exemple, ne partage pas la vision selon laquelle les états sont égaux en droit, tel que défini par la charte des Nations Unies. Elle se voit comme une civilisation dont le modèle doit rayonner et elle cherche à faire revivre l'ancienne sphère d'influence de l'Empire du Milieu⁴⁵. Son système de gouvernement est autocratique et non démocratique et son approche du commerce et des investissements vise à assurer la primauté de ses intérêts⁴⁶. Il est cependant peu probable que Pékin, ou même Moscou, souhaite détruire les fondements de l'ordre mondial actuel, mais il s'agit plutôt d'en changer la pratique tout en en

³⁹ Little, « How Trump Blew up the World Order - and Left Europe Scrabbling ».

⁴⁰ High representative of the union for foreign affairs and security policy, « White Paper », 10.

⁴¹ Pérémarthy et Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ».

⁴² Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

⁴³ Colautti-Féré et Fortier, « Loyalty or Autonomy? »

⁴⁴ Conseil de l'Union Européenne, « Boussole stratégique », 7.

⁴⁵ Jean-David Levitte, « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXI^e siècle ? », in *L'action extérieure de la France* (Presses Universitaires de France, 2020), 21-22, <https://doi.org/10.3917/puf.souto.2020.01.0015>.

⁴⁶ High representative of the union for foreign affairs and security policy, « White Paper », 3.

gardant les principes. Ce révisionnisme signifie être accepté à la table des décideurs des affaires internationales et en finir avec la prédominance américaine⁴⁷. Par ailleurs, l'ordre libéral trouve également ses limites à l'intérieur même de certaines démocraties occidentales avec la montée du populisme et de l'extrême droite d'une part et de l'extrême gauche d'autre part⁴⁸.

2.5.2 Désengagement du garant américain

Paradoxalement, le président Trump, dont le pays est pourtant à l'origine de l'ordre international libéral, fait également tout pour l'affaiblir et souhaite s'affranchir des règles fixées par les organisations internationales, reniant ainsi les valeurs de l'Occident. Il s'est notamment retiré de l'accord de Paris sur le climat, de l'accord de partenariat transpacifique et de l'accord sur le nucléaire iranien⁴⁹. Il défend un modèle international unilatéral et transactionnel qui serait l'extension des lois de partage du marché en économie, c'est-à-dire la loi du plus fort qui ne laisse de place ni aux alliés, ni au multilatéralisme⁵⁰. Il semble promouvoir, dans une vision partagée avec Vladimir Poutine, le retour aux sphères d'influence dans un monde où les puissants imposent leurs choix aux nations plus faibles⁵¹. Dans ce contexte, la garantie de l'aide américaine ne peut plus être considérée comme acquise et même s'il maintient officiellement sa volonté de rester engagé dans l'OTAN, la confiance est rompue avec les alliés⁵² et le désengagement américain de l'ordre international libéral est déjà effectif.

2.5.3 Enjeu existentiel du réchauffement climatique

Au-delà des tensions géopolitiques traditionnelles, l'ordre international est également fragilisé par des menaces transnationales d'ampleur, au premier rang desquelles figure le changement climatique. Face à cet enjeu, reconnu comme l'un « des plus grands défis de sécurité de notre époque⁵³ », le Canada et l'Europe, notamment la France, partagent une volonté affirmée de coopération, comme en témoigne leur engagement conjoint au sein du centre d'excellence de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité. L'Alliance s'est en effet saisie du problème au vu de son impact sur son environnement stratégique, ses opérations et sa résilience⁵⁴. L'Arctique, espace stratégique pour les deux partenaires, illustre concrètement les implications sécuritaires de ces bouleversements⁵⁵, tandis que les États-Unis semblent, une fois encore,

⁴⁷ Richard Sakwa, « The International System and Models of Global Order », *Russia in Global Affairs* (blog), consulté le 22 mars 2025, <https://eng.globalaffairs.ru/articles/the-international-system-and-models-of-global-order/>.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Levitte, « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXI^e siècle ? », 20-21.

⁵⁰ Sakwa, « The International System and Models of Global Order ».

⁵¹ Little, « How Trump Blew up the World Order - and Left Europe Scrabbling ».

⁵² Sylvie Kauffmann, « « Penser l'impensable – l'OTAN sans les Américains –, c'est le nouvel et troublant exercice auquel se livrent les Européens » », *Le Monde*, 1 avril 2025, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/02/penser-l-impensable-l-otan-sans-les-americaains-c-est-le-nouvel-et-troublant-exercice-aucuel-se-livrent-les-europeens_6589769_3232.html.

⁵³ Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

⁵⁴ NATO Secretary General, « NATO Climate Change and Security Impact Assessment » (NATO, avril 2024), 5, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2024/7/pdf/240709-Climate-Security-Impact.pdf.

⁵⁵ Vullierme et Cicard, « Les pistes de collaboration canado-française face aux nouvelles menaces sécuritaires et climatiques dans l'Arctique canadien ».

adopter une posture plus réticente à l'égard d'une réponse multilatérale alors que cette problématique appelle « plus que jamais une réponse concertée et une coopération planétaire⁵⁶ ».

Ainsi, la recherche d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis à la fois par le Canada et par l'Europe, associée à la remise en question de la souveraineté canadienne et de l'ordre mondial actuel présente une opportunité stratégique pour les deux côtés de l'Atlantique de renforcer leur coopération pour faire face aux nouvelles menaces en s'appuyant sur un socle socioculturel commun et la défense du droit international.

3. Un large potentiel d'approfondissement de la coopération franco-euro-canadienne

En réponse au caractère propice de la conjoncture géopolitique mondiale, des pistes économiques, militaires et diplomatiques concrètes existent et ne demandent qu'à être explorées pour dynamiser les relations entre le Canada et l'Europe et consolider les liens existants.

3.1 Favoriser les échanges commerciaux et technologiques

Le volet économique d'un tel rapprochement inclut une réorientation du commerce canadien en s'appuyant sur l'accord de libre-échange avec l'UE, en investissant dans l'innovation et en proposant un partenariat moderne avec les pays du Sud global.

3.1.1 Réduire la dépendance aux Etats-Unis et assurer les chaînes d'approvisionnement

En 2024, les exportations et importations canadiennes de biens à destination et depuis les Etats-Unis représentaient respectivement 76% et 62,2% du total. Ces statistiques illustrent l'ampleur de la dépendance économique et commerciale du Canada à son voisin du sud. La part des échanges commerciaux avec l'Europe pourrait donc être progressivement augmentée afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement canadiennes⁵⁷. L'ouverture du marché canadien aux entreprises européennes de télécommunications stimulerait par exemple la concurrence⁵⁸. A l'inverse, l'Europe cherche à diversifier ses fournisseurs d'énergie et pourrait donc bénéficier des ressources gazières du Canada⁵⁹, au prix d'un développement des capacités d'exportation de ce dernier⁶⁰. De la même manière, les minéraux et métaux critiques canadiens sont essentiels à l'économie européenne, en particulier pour mener à bien la transition énergétique. Ils font d'ailleurs l'objet d'un dialogue dédié au sein de l'Accord économique et commercial global (AECG)⁶¹. On peut toutefois noter que si une diversification des échanges commerciaux canadiens est réaliste, un véritable découplage d'avec les Etats-Unis n'est envisageable qu'à l'échelle d'une décennie ou plus.

3.1.2 Capitaliser sur l'AECG

Un tel élargissement du partenariat économique transatlantique, encouragé par le Premier ministre Mark Carney⁶², serait opportunément soutenu par l'AECG. Cet accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, signé en 2016, n'est cependant toujours pas ratifié par certains états

⁵⁶ Levitte, « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXI^e siècle ? », 24.

⁵⁷ Dumoulin, « Donald Trump Réveille Les Liens Entre Le Canada et l'Europe ».

⁵⁸ Mercure, « 51^e État... ou 28^e membre de l'Union européenne ? »

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Dumoulin, « Donald Trump Réveille Les Liens Entre Le Canada et l'Europe ».

⁶¹ Direction générale du trésor, « Présentation de l'Accord Economique et Commercial Global (AECG/CETA) », consulté le 19 mars 2025, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CA/ceta>.

⁶² Emond, « Mark Carney reçoit l'appui d'« alliés souverains » en France et au Royaume-Uni ».

membres, dont la France, ce qui ne l'empêche pas de s'appliquer provisoirement depuis 2017⁶³. En effet, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, qui sont au cœur de l'accord, suscitent des réticences à propos de l'importation de produits agricoles canadiens qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires et environnementales que les produits européens. Cette différence est perçue comme une concurrence déloyale et le système d'arbitrage prévu n'est pas jugé suffisamment protecteur du respect des normes environnementales⁶⁴. Des évolutions sont permises par les revues annuelles de performance incluant toutes les parties prenantes à l'accord, on peut donc voir dans ce débat l'opportunité de rapprocher les standards environnementaux canadiens des européens en s'appuyant sur les clauses de meilleur effort et de non-régression⁶⁵ tout en faisant aboutir la ratification finale de l'AECG. Un tel objectif permettrait non seulement de confirmer le cadre de libre-échange, mais également de faire converger le Canada vers la normalisation de la protection de l'environnement et la durabilité de l'agriculture.

3.1.3 Investir dans la recherche et l'innovation

En complément de la politique commerciale, la recherche et l'innovation technologique pourraient faire l'objet d'une coopération plus poussée. Intégrer cette priorité dans les politiques industrielles nationales permettrait de mutualiser les ressources et de faire des économies d'échelle dès l'étape du développement. Des partenariats entre universités et instituts de recherche existent déjà, comme l'Université Laval et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) français au sujet de l'Actique⁶⁶, et ne demandent qu'à servir de modèle. Des programmes de recherche et d'innovation communs pourraient voir le jour, dans des domaines aussi variés que les relations internationales, la transition énergétique, le développement durable ou encore les équipements militaires. La France et le Canada possèdent déjà, par exemple, des programmes de financement similaires coordonnés par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) côté français et la Mobilisation des idées nouvelles en matière de défense et de sécurité (MINDS) côté canadien⁶⁷.

3.1.4 Reconstruire les partenariats avec les pays du Sud global

Enfin, le Canada et l'Europe pourraient porter une volonté commune de dépoussiérer les relations avec les pays du Sud global en participant à leur développement dans un rapport sain d'égal à égal. Cela implique de rompre avec les pratiques paternalistes et parfois moralisatrices des pays occidentaux et développés en acceptant les besoins exprimés par les nations elles-mêmes. Une telle coalition pourrait décider de mener des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de réformer le cadre réglementaire de l'économie mondialisée⁶⁸. Il s'agirait alors de mettre l'accent sur le partage de technologie et l'aide au

⁶³ Direction générale du trésor, « Présentation de l'Accord Economique et Commercial Global (AECG/CETA) ».

⁶⁴ Maxime Vaudano, « CETA : tout comprendre à l'accord commercial controversé entre l'UE et le Canada avant un vote crucial cet après-midi au Sénat », 18 mars 2024, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/03/18/tout-comprendre-au-ceta-avant-le-vote-sur-sa-ratification-au-senat_6222662_4355770.html.

⁶⁵ Direction générale du trésor, « Présentation de l'Accord Economique et Commercial Global (AECG/CETA) ».

⁶⁶ Vullierme et Cicard, « Les pistes de collaboration canado-française face aux nouvelles menaces sécuritaires et climatiques dans l'Arctique canadien ».

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Levitte, « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXIe siècle ? », 26-27.

développement durable afin de permettre à ces pays de prospérer tout en s'adaptant au changement climatique qui les touche de plein fouet. Cette vision partagée implique de mettre initialement de côté nos principes et valeurs afin de ne pas en faire un prérequis au dialogue, en particulier avec les pays africains, mais un objectif de long terme vers lequel tendre progressivement au fil de l'établissement de la confiance mutuelle⁶⁹. Comprendre, accepter puis convaincre plutôt qu'imposer et contraindre pourrait être une approche constructive afin de fédérer un maximum de pays autour d'un modèle économique solidaire et durable.

3.2 Renforcer la coopération dans la défense et la sécurité

Sur le plan militaire des relations transatlantiques, un renforcement de la coopération entre le Canada et l'Europe pourrait s'appuyer sur les structures existantes en approfondissant le partenariat stratégique, en développant l'industrie de défense et en redynamisant l'OTAN.

3.2.1 Approfondir le partenariat stratégique

Au-delà du pacte de défense mutuelle signé dans le cadre de l'OTAN, le Canada et la France souhaitent construire un partenariat renforcé en matière de sécurité et de défense⁷⁰, tout comme l'UE qui en a fait un objectif de son récent Livre blanc⁷¹. Une telle coopération pourrait prendre de nombreuses formes en développant les échanges existants ou les projets déjà engagés dans des domaines aussi variés que les exercices de navigation conjointe, la réponse aux opérations d'ingérence étrangères et à la manipulation de l'information⁷², le soutien à l'Ukraine, la surveillance maritime en Indopacifique⁷³ ou encore la cyberdéfense. De manière générale, la résilience face aux menaces hybrides pourrait faire l'objet d'une initiative motrice au sein de l'OTAN. Les compétences reconnues du Canada et de la France dans la conduite des opérations en Arctique et dans le cyberspace pourraient servir de base au développement du partage de renseignement et d'exercices militaires conjoints en s'appuyant notamment sur l'expertise canadienne en milieu polaire⁷⁴. Enfin, les défis logistiques de l'OTAN sont nombreux afin de permettre notamment le soutien de ses membres en Europe de l'Est. Ils représentent une opportunité de bâtir un modèle logistique agile et efficace qui normaliserait les réseaux logistiques multinationaux au sein de l'Alliance⁷⁵.

3.2.2 Développer la coopération industrielle de défense

L'UE souhaite recentrer les processus d'acquisition d'équipement militaire de ses membres sur la BITD européenne, volonté qui tend à se concrétiser au travers du plan « Réarmer l'Europe ». Ce plan permet la participation de pays partenaires tiers à des acquisitions conjointes

⁶⁹ Pierre Prod'homme, « Quelle stratégie pour la France en Afrique ? », *Revue Défense Nationale*, n° HS13 (2 octobre 2023): 381-82, <https://doi.org/10.3917/rdna.hs13.0375>.

⁷⁰ Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

⁷¹ High representative of the union for foreign affairs and security policy, « White Paper », 20.

⁷² Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

⁷³ Vullierme et Cicard, « Les pistes de collaboration canado-française face aux nouvelles menaces sécuritaires et climatiques dans l'Arctique canadien ».

⁷⁴ Pérémarthy et Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ».

⁷⁵ *Ibid.*

mutuellement bénéfiques aux industries des parties prenantes⁷⁶. En parallèle, le Canada souhaite développer sa propre BITD et participer au projet européen⁷⁷ en s'intégrant dans les lignes de productions du Vieux Continent⁷⁸. Des projets significatifs et structurants pourraient faire l'objet d'une telle coopération pour assurer la pérennité et la résilience des industries de défense⁷⁹. Ainsi, la remise en question du contrat d'acquisition d'avions de combat F-35 par le Canada auprès de Lockheed Martin remet sur la table l'option proposée par le constructeur suédois Saab avec son Gripen⁸⁰. De même, parmi les six industriels ayant répondu à l'appel d'offres du gouvernement canadien visant à renouveler sa flotte de sous-marins, quatre sont européens dont le français Naval Group et le suédois Saab, représentant là aussi un potentiel partenariat stratégique significatif. Enfin, en lien avec le théâtre arctique, des pays européens comme la France pourraient rejoindre le projet de construction commune de navires brise-glaces lancé en 2024 par le Canada, les Etats-Unis et la Finlande⁸¹.

3.2.3 Rétablir l'unité et la crédibilité de l'OTAN

L'approfondissement de la coopération militaire entre le Canada et l'Europe, dont la France, s'inscrit inévitablement dans le cadre de l'OTAN. Si la cohésion de l'Alliance peut sembler remise en cause par le discours américain, elle a en revanche été renforcée par l'agression russe en Ukraine et l'adhésion conséquente de la Suède et de la Finlande⁸². Cette dynamique pourrait être exploitée par le Canada et l'Europe en assumant progressivement plus de responsabilités et de volonté décisionnelle au sein de l'Alliance et en y augmentant proportionnellement leur investissement financier et capacitaire pour atteindre notamment la cible de 2% du PIB, cible qui pourrait d'ailleurs évoluer à la hausse à la demande de la nouvelle administration Trump. Dans son Livre blanc, l'UE assume la nécessité de prendre plus de responsabilités dans la défense du continent tout en reconnaissant le caractère primordial de la coopération UE-OTAN⁸³. S'il apparaît probable que la défense conventionnelle de l'Europe lui échoit de plus en plus, son réarmement et l'acquisition des capacités manquantes pour réduire la dépendance aux Etats-Unis vont prendre du temps⁸⁴. Par ailleurs, les puissances moyennes de l'OTAN, telles que la France et le Canada sont appelées à jouer un rôle moteur en promouvant la solidarité, la stabilité politique, l'équilibre par l'égalité des états membres et la participation de chacun à hauteur de ses forces et faiblesses en apportant une valeur ajoutée substantielle⁸⁵.

⁷⁶ Commission Européenne, « La Commission dévoile le livre blanc pour une défense européenne et le plan «ReArm Europe»/Préparation à l'horizon 2030 », Text, European Commission, consulté le 23 mars 2025, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_25_793.

⁷⁷ Bellavance et Larouche, « Le Canada s'arrime à l'Europe : un résultat direct des menaces américaines ».

⁷⁸ Bourquin, « Le Canada s'arrime à l'Europe : pourquoi se rapprocher de l'Europe? »

⁷⁹ Joël Barre, « L'Europe de l'armement : enjeux technologiques et industriels pour la France et condition de l'affirmation géostratégique de l'UE », *Revue Défense Nationale* 851, n° 6 (8 juin 2022): 70, <https://doi.org/10.3917/rdna.851.0064>.

⁸⁰ Thériault, « Menacé par Trump, le Canada se tourne vers l'Europe pour un partenariat militaire ».

⁸¹ Schnitzler et Vouvalidis, « La coopération en matière industrielle de défense : état des lieux et perspectives de développement ».

⁸² Pérémarthy et Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ».

⁸³ High representative of the union for foreign affairs and security policy, « White Paper », 19-20.

⁸⁴ Kauffmann, « « Penser l'impensable – l'OTAN sans les Américains –, c'est le nouvel et troublant exercice auquel se livrent les Européens » ».

⁸⁵ Pérémarthy et Schmidt, « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ».

3.3 Maîtriser l'évolution de l'ordre mondial

Le rapprochement entre le Canada et les pays européens pourrait finalement revêtir une forte dimension diplomatique, morale et légale dans la vision commune d'un certain ordre international qui, tout en reconnaissant le retour du souverainisme, s'appuierait sur le multilatéralisme et l'ONU pour susciter l'adhésion à une forme de gouvernance plus fédératrice.

3.3.1 Prendre en compte le retour du souverainisme

La résurgence des velléités nationalistes et d'une conception réaliste des relations internationales est aujourd'hui indéniable. Elles s'illustrent à la fois par le comportement des grandes puissances telles que la Chine, la Russie et même les Etats-Unis dans une certaine mesure, mais également par celui de pays émergents comme les BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Egypte, Ethiopie, Indonésie, Iran et Emirats Arabes Unis). Cette contestation de l'ordre occidental n'est une remise en cause ni de la modernisation, ni de la mondialisation mais de l'occidentalisation des sociétés, elle prône un retour aux valeurs nationales traditionnelles⁸⁶. De même, l'interventionnisme des démocraties libérales occidentales est de moins en moins accepté, fût-il pour des raisons humanitaires ou en application de la responsabilité de protéger⁸⁷. Ainsi, les pays occidentaux européens et le Canada pourraient défendre un ordre international qui chercherait à mieux intégrer l'ensemble des pays en prenant en compte la crainte de perdre leur identité⁸⁸. Une telle approche nécessiterait d'accepter les tendances nationalistes et illibérales, parfois en leur propre sein, afin de s'autoriser des compromis et de s'allier – ou a minima de dialoguer – avec des régimes dont la démocratie et les droits de l'homme ne sont pas les valeurs directrices⁸⁹, et ce dans une certaine limite qui peut faire l'objet de négociations.

3.3.2 Défendre un multilatéralisme encadré par des règles

Le refus de toute forme d'anarchie pourrait être l'une de ces limites. Ainsi la défense du multilatéralisme et du droit international pour orchestrer le concert des nations, pourrait être érigé en totem commun. Une telle posture nécessite un certain courage politique afin d'adopter des positions constantes et cohérentes face aux violations du droit international afin de répondre aux accusations de « deux poids, deux mesures » suscitées par certaines contradictions, par exemple dans la manière dont les pays occidentaux ont réagi au conflit israélo-palestinien en comparaison à la guerre russo-ukrainienne. Une autocritique est donc nécessaire pour traiter ces contradictions et regagner une crédibilité perdue. Le leadership moral des pays occidentaux au sein des institutions internationales est en déclin comme en témoigne la remise en question de la Cour pénale internationale (CPI)⁹⁰. Dans sa Boussole stratégique, l'UE « réaffirme son intention d'accroître son soutien à l'ordre mondial fondé sur des règles et articulé autour des Nations unies⁹¹ ». De manière similaire, le Canada et la France souhaitent « contribuer à défendre l'ordre international fondé sur les règles de respect de la souveraineté des États et nos principes

⁸⁶ Levitte, « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXI^e siècle ? », 18-19.

⁸⁷ Mats Berdal, « Chapitre 12. Les nations unies, le multilatéralisme et l'ordre international », in *Justifier la guerre ?*, vol. 2 (Presses de Sciences Po, 2013), 323-24, <https://doi.org/10.3917/scpo.andre.2013.01.0297>.

⁸⁸ Sakwa, « The International System and Models of Global Order ».

⁸⁹ Maxime Lefebvre, « Le système international dans le piège de Thucydide », *Revue internationale et stratégique* 118, n° 2 (1 juillet 2020): 56, <https://doi.org/10.3917/ris.118.0047>.

⁹⁰ Pascal Boniface et Gérard Araud - OTAN, Israël, Syrie, BRICS et l'avenir de la diplomatie française.

⁹¹ Conseil de l'Union Européenne, « Boussole stratégique », 2.

démocratiques⁹² ». Un groupe d'états formés par l'UE, le Canada, mais aussi le Japon et l'Australie par exemple, devrait travailler à la défense de cet ordre international en se coordonnant pour exercer plus de leadership dans les organisations internationales comme le G20 ou l'OMC⁹³.

3.3.3 Proposer une gouvernance mondiale pragmatique et juste suscitant l'adhésion

Tout en soutenant le multilatéralisme et le droit international, il est essentiel de reconnaître que l'ordre libéral actuel favorise principalement les intérêts occidentaux, ce qui suscite une contestation croissante de sa légitimité. Des acteurs comme la Chine en bénéficient néanmoins, malgré l'absence de pratiques libérales à l'échelle nationale⁹⁴. L'Europe et le Canada pourraient proposer un modèle de gouvernance mondiale respectueux de la souveraineté des états, basé sur un cadre normatif contraignant⁹⁵ et tendant vers un internationalisme souverain susceptible de faire consensus au sein de l'UE afin d'afficher une position commune. Cette approche viserait à concilier les attentes des BRICS+ et des pays du Sud global, tout en mettant l'accent sur des enjeux tels que la protection des données ou la lutte contre le changement climatique⁹⁶. Ce nouveau multilatéralisme pourrait réformer le système monétaire international et promouvoir la justice sociale et fiscale⁹⁷. Le Canada et l'UE, forts de leur expertise en normalisation⁹⁸, pourraient ainsi faciliter la création d'un consensus international et promouvoir une gouvernance économique mondiale plus équitable⁹⁹.

3.3.4 Rétablir la crédibilité de l'ONU comme garante de cet ordre international

Si l'efficacité de l'ONU est largement contestée, l'Organisation n'en garde pas moins le mérite d'exister concrètement, de rassembler la totalité des états du monde et d'être seule à conférer une légitimité aux actions internationales des états¹⁰⁰. Elle semble tout indiquée pour être garante des principes et valeurs fondamentaux de la gouvernance mondiale, quelle que soit la forme de cette dernière. Les présidents français et canadien ont d'ailleurs réitéré leur attachement à l'ONU et à sa charte fondatrice¹⁰¹ et elle suscite encore, pour des raisons

⁹² Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

⁹³ Camille Raymond, « Le Canada peut-il être influent dans un monde marqué par le retour des rivalités entre grandes puissances ? », *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 9 novembre 2020, <https://ras-nsa.ca/fr/le-canada-peut-il-etre-influent-dans-un-monde-marque-par-le-retour-des-rivalites-entre-grandes-puissances/>.

⁹⁴ Pierre Berthaud, « L'effet émergence sur la gouvernance économique mondiale au prisme des Relations internationales, de l'Économie politique internationale et de l'Économie internationale », *Mondes en développement* 186, n° 2 (10 juillet 2019): 21-22, <https://doi.org/10.3917/med.186.0017>.

⁹⁵ Sakwa, « The International System and Models of Global Order ».

⁹⁶ Lefebvre, « Le système international dans le piège de Thucydide », 55-56.

⁹⁷ Thomas Piketty, « Thomas Piketty : « La réalité est que les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle du monde » », *Le Monde*, 12 avril 2025, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/12/thomas-piketty-la-realite-est-que-les-etats-unis-sont-en-train-de-perdre-le-controle-du-monde_6594635_3232.html.

⁹⁸ Raymond, « Le Canada peut-il être influent dans un monde marqué par le retour des rivalités entre grandes puissances ? »

⁹⁹ Levitte, « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXIe siècle ? », 25-26.

¹⁰⁰ Chloé Maurel, « Quid du multilatéralisme ? », in *La France, une puissance contrariée* (La Découverte, 2021), 230, <https://doi.org/10.3917/dec.badie.2021.01.0225>.

¹⁰¹ Trudeau et Macron, « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. »

différentes, l'adhésion des pays en développement comme des pays occidentaux¹⁰². Elle nécessite toutefois d'être redynamisée et son fonctionnement modernisé afin de prendre en compte les évolutions de la géopolitique mondiale. En s'appuyant sur les sièges permanents de la France et du Royaume-Uni au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), le Canada et l'Europe pourraient proposer une réforme qui donne plus de poids aux puissances régionales émergentes et qui encadre ou supprime le droit de veto afin que les grandes puissances répondent également de leurs actes¹⁰³. Il est cependant peu probable qu'une réforme du CSNU aboutisse dans un avenir proche au vu du pouvoir conféré par leur statut aux cinq membres permanents. Même si, contrairement à une idée reçue, le droit de veto est rarement exercé du fait de son coût diplomatique et politique¹⁰⁴, le Conseil de sécurité, élargi ou non, aura toujours du mal à s'accorder sur les problèmes de sécurité internationale¹⁰⁵ à cause des divergences de priorités au sein de ses membres.

4. Conclusion

Ainsi, la conjoncture géopolitique et économique mondiale de ce début d'année 2025 est particulièrement favorable à un renforcement transatlantique des liens entre le Canada et l'Europe, dont la France. Un tel rapprochement, véritable opportunité stratégique, s'appuie notamment sur une volonté partagée d'indépendance des Etats-Unis, un socle socioculturel commun et la promotion d'un ordre international basé sur des règles. Cette réorientation des relations euro-canadiennes est déjà en cours et pourrait inclure une dimension économique importante appuyée sur les échanges commerciaux, une coopération stratégique et militaire renforcée ainsi qu'un leadership plus assumé au sein des organisations internationales dans la redéfinition de la gouvernance mondiale.

Un idéal, porté par le Canada, la France et l'Europe, visant à fédérer une majorité des pays du Sud global autour d'un ordre mondial juste et équitable basé sur le multilatéralisme et le respect du droit international permettrait peut-être d'éviter des conflits majeurs tout en autorisant une affirmation suffisante de la souveraineté des états et la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une telle approche laisse la porte ouverte à une coopération avec les Etats-Unis si la conjoncture y redevenait plus favorable. Elle permet non seulement de susciter l'adhésion de pays tiers, mais également de s'assurer d'une convergence au sein même de l'UE dont la cohésion sur les sujets de politique internationale est une gageure permanente.

Si la fin de l'ordre international libéral tel qu'il a été mis en place par les pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale semble inévitable, il est essentiel de sauvegarder le droit international, la tolérance et la solidarité face aux régimes autoritaires révisionnistes et à leurs discours souverainistes, et ce afin de répondre aux menaces transnationales à la sécurité humaine telles que les changements environnementaux. De tels principes fondamentaux permettraient d'assurer une réelle multipolarité en recherchant la cohabitation de régimes politiques nationaux différents au sein d'un système de gouvernance mondiale rénové s'appuyant sur une ONU réformée. Si la collaboration du Japon ou de l'Australie par exemple est probablement acquise, il serait intéressant de poursuivre cette étude en explorant les possibilités d'adhésion que pourrait susciter ce modèle libéral et collaboratif auprès des pays du Sud global

¹⁰² Berdal, « Chapitre 12. Les nations unies, le multilatéralisme et l'ordre international », 312.

¹⁰³ Maurel, « Quid du multilatéralisme ? », 225.

¹⁰⁴ Berdal, « Chapitre 12. Les nations unies, le multilatéralisme et l'ordre international », 320.

¹⁰⁵ *Ibid.*, 330.

tels que certains pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Indopacifique. Les enjeux sont énormes et les défis à relever colossaux, mais même si le réalisme et le pragmatisme sont de mise dans un monde où les rapports de force se durcissent, ils ne doivent pas empêcher un volontarisme soutenu par un idéalisme constructif.

BIBLIOGRAPHY

- Aubry, Emilie. *Canada : des élections sous pression, Une leçon de géopolitique*. Le dessous des cartes, 2025. <https://www.youtube.com/watch?v=OquFVVrdK0o>.
- Barre, Joël. « L'Europe de l'armement : enjeux technologiques et industriels pour la France et condition de l'affirmation géostratégique de l'UE ». *Revue Défense Nationale* 851, n° 6 (8 juin 2022): 64-72. <https://doi.org/10.3917/rdna.851.0064>.
- Bellavance, Joël-Denis, et Vincent Larouche. « Le Canada s'arrime à l'Europe : un résultat direct des menaces américaines ». *La Presse*, 20 mars 2025, sect. Actualités. <https://www.lapresse.ca/actualites/defense-et-depenses-militaires/le-canada-s-arrime-a-l-europe/2025-03-20/un-resultat-direct-des-menaces-americaines.php>.
- Berdal, Mats. « Chapitre 12. Les nations unies, le multilatéralisme et l'ordre international ». In *Justifier la guerre ?*, 2:297-336. Presses de Sciences Po, 2013. <https://doi.org/10.3917/scpo.andre.2013.01.0297>.
- Berthaud, Pierre. « L'effet émergence sur la gouvernance économique mondiale au prisme des Relations internationales, de l'Économie politique internationale et de l'Économie internationale ». *Mondes en développement* 186, n° 2 (10 juillet 2019): 17-33. <https://doi.org/10.3917/med.186.0017>.
- Blouin, Louis. « Mark Carney en Europe : trois choses à surveiller ». *Radio-Canada*, 16 mars 2025. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2148266/mark-carney-europe-trois-choses-surveiller-blouin>.
- Bohineust, Armelle. « Donald Trump suspend l'augmentation des droits de douane pour 90 jours, sauf pour la Chine ». *Le Figaro*, 9 avril 2025. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-livraisons-de-produits-vers-l-europe-seront-forcement-ralenties-donald-trump-provoque-le-chaos-dans-les-echanges-internationaux-20250409>.
- Bourquin, Chloé. « Le Canada s'arrime à l'Europe : pourquoi se rapprocher de l'Europe? » *La Presse*, 20 mars 2025, sect. Actualités. <https://www.lapresse.ca/actualites/defense-et-depenses-militaires/le-canada-s-arrime-a-l-europe/2025-03-20/industrie-militaire/pourquoi-se-rapprocher-de-l-europe.php>.
- Brewster, Murray. « Canada Reconsidering F-35 Purchase amid Tensions with Washington, Says Minister ». *CBC News*, 14 mars 2025. <https://www.cbc.ca/news/politics/f35-blair-trump-1.7484477>.
- Colautti-Féré, Pierre, et Jacob Fortier. « Loyalty or Autonomy? Canadian and French Divergent Strategic Behaviors in Time of Power Transition ». *Études Canadiennes / Canadian Studies. Revue Interdisciplinaire Des Études Canadiennes En France*, n° 91 (30 décembre 2021): 165-87. <https://doi.org/10.4000/eccs.5286>.
- Comission Européenne. « La Commission dévoile le livre blanc pour une défense européenne et le plan «ReArm Europe»/Préparation à l'horizon 2030 ». Text. European Commission. Consulté le 23 mars 2025. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_25_793.

- Conseil de l'Union Européenne. « Boussole stratégique », mai 2022.
<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-COR-1/fr/pdf>.
- Direction générale du trésor. « Présentation de l'Accord Economique et Commercial Global (AECG/CETA) ». Consulté le 19 mars 2025.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CA/ceta>.
- Dumoulin, Elliott. « Donald Trump Réveille Les Liens Entre Le Canada et l'Europe ». *Le Monde*, 31 mars 2025. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/03/31/donald-trump-reveille-les-liens-entre-le-canada-et-l-europe_6588983_3232.html.
- Dumoulin, Elliott, et Arnaud Leparmentier. « La folle journée où Donald Trump a intensifié sa guerre commerciale contre le Canada pour l'étouffer économiquement ». *Le Monde*, 11 mars 2025. https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/11/trump-intensifie-la-guerre-des-droits-de-douane-contre-le-canada-pour-l-etouffer-economiquement_6579256_3234.html.
- Emond, Ariane. « Mark Carney reçoit l'appui d'« alliés souverains » en France et au Royaume-Uni ». *Radio-Canada*, 17 mars 2025. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2148327/premier-ministre-mark-carney-voyage-europe-ukraine-g7>.
- Gouvernement du Canada, Statistique Canada. « Feuillet d'information par pays sur le commerce et les investissements internationaux du Canada », 17 mars 2020.
<https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2020001-fra.htm>.
- High representative of the union for foreign affairs and security policy. « Joint White Paper for European readiness 2030 », 19 mars 2025.
- Kauffmann, Sylvie. « « Penser l'impensable – l'OTAN sans les Américains –, c'est le nouvel et troublant exercice auquel se livrent les Européens » ». *Le Monde*, 1 avril 2025.
https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/02/penser-l-impensable-l-otan-sans-les-americaains-c-est-le-nouvel-et-troublant-exercice-auquel-se-livrent-les-europeens_6589769_3232.html.
- Lebeuf, Sophie-Hélène. « Donald Trump étend sa guerre tarifaire à la planète ». *Radio-Canada*, 3 avril 2025. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2153007/trump-guerre-tarifaire-droits-douane-reciproques>.
- Lefebvre, Maxime. « Le système international dans le piège de Thucydide ». *Revue internationale et stratégique* 118, n° 2 (1 juillet 2020): 47-57.
<https://doi.org/10.3917/ris.118.0047>.
- Le vent se lève. Pascal Boniface et Gérard Araud - OTAN, Israël, Syrie, BRICS et l'avenir de la diplomatie française. *Le vent se lève*, 2024.
<https://www.youtube.com/watch?v=jQLtVw7QTPM>.
- Levitte, Jean-David. « Avec la fin de quatre siècles de domination occidentale, quel sera l'ordre mondial au XXIe siècle ? » In *L'action extérieure de la France*, 15-27. Presses Universitaires de France, 2020. <https://doi.org/10.3917/puf.souto.2020.01.0015>.
- Little, Allan. « How Trump Blew up the World Order - and Left Europe Scrabbling ». *BBC InDepth*, 26 mars 2025. <https://www.bbc.com/news/articles/c2er9j83x0zo>.

- Massie, Justin. « Le Canada doit se préparer à la coercition américaine ». *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 15 mars 2025. <https://ras-nsa.ca/fr/le-canada-doit-se-preparer-a-la-coercition-americaine/>.
- Maurel, Chloé. « Quid du multilatéralisme ? » In *La France, une puissance contrariée*, 225-30. La Découverte, 2021. <https://doi.org/10.3917/dec.badie.2021.01.0225>.
- Mercure, Philippe. « 51e État... ou 28e membre de l'Union européenne ? » *La Presse*, 8 janvier 2025, sect. Chroniques. <https://www.lapresse.ca/dialogue/chroniques/2025-01-08/51e-etat-ou-28e-membre-de-l-union-europeenne.php>.
- Ministère de la Défense Nationale. « Notre Nord, fort et libre : une vision renouvelée pour la défense du Canada ». Ministère de la Défense Nationale, 2024.
- NATO Secretary General. « NATO Climate Change and Security Impact Assessment ». NATO, avril 2024. https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2024/7/pdf/240709-Climat-Security-Impact.pdf.
- Pérémarthy, Léa, et Leah Schmidt. « L'architecture de sécurité transatlantique : potentialité de l'alliance franco-canadienne ». *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 21 décembre 2024. <https://ras-nsa.ca/fr/larchitecture-de-securite-transatlantique-potentialite-de-lalliance-franco-canadienne/>.
- Piketty, Thomas. « Thomas Piketty : « La réalité est que les Etats-Unis sont en train de perdre le contrôle du monde » ». *Le Monde*, 12 avril 2025. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/12/thomas-piketty-la-realite-est-que-les-etats-unis-sont-en-train-de-perdre-le-contrôle-du-monde_6594635_3232.html.
- Prod'homme, Pierre. « Quelle stratégie pour la France en Afrique ? » *Revue Défense Nationale*, n° HS13 (2 octobre 2023): 375-94. <https://doi.org/10.3917/rdna.hs13.0375>.
- Raymond, Camille. « Le Canada peut-il être influent dans un monde marqué par le retour des rivalités entre grandes puissances ? » *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 9 novembre 2020. <https://ras-nsa.ca/fr/le-canada-peut-il-etre-influent-dans-un-monde-marque-par-le-retour-des-rivalites-entre-grandes-puissances/>.
- Sakwa, Richard. « The International System and Models of Global Order ». *Russia in Global Affairs* (blog). Consulté le 22 mars 2025. <https://eng.globalaffairs.ru/articles/the-international-system-and-models-of-global-order/>.
- Schnitzler, Gaspard, et Eric Vouvalidis. « La coopération en matière industrielle de défense : état des lieux et perspectives de développement ». *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 4 février 2025. <https://ras-nsa.ca/fr/la-cooperation-franco-canadienne-en-matiere-industrielle-de-defense-etat-des-lieux-et-perspectives-de-developpement/>.
- Thériault, Jean-François. « Menacé par Trump, le Canada se tourne vers l'Europe pour un partenariat militaire ». *Radio-Canada*, 20 mars 2025. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2149130/canada-partenariat-defense-europe-trump>.
- Trudeau, Justin, et Emmanuel Macron. « Déclaration Canada-France relative à un partenariat renforcé en matière de défense et de sécurité. », 27 septembre 2024. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/09/27/declaration-canada-france-relative-a-un-partenariat-renforce-en-matiere-de-defense-et-de-securite>.

- Vaudano, Maxime. « CETA : tout comprendre à l'accord commercial controversé entre l'UE et le Canada avant un vote crucial cet après-midi au Sénat », 18 mars 2024. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/03/18/tout-comprendre-au-ceta-avant-le-vote-sur-sa-ratification-au-senat_6222662_4355770.html.
- Vieira, Sandrine. « Les experts sonnent l'alarme devant la menace russe dans l'Arctique canadien ». *Le Devoir*, 9 mars 2024. <https://www.ledevoir.com/monde/808706/experts-sonnent-alar-me-devant-menace-russe-arctique-canadien>.
- Vullierme, Magali, et Alexandre Cicard. « Les pistes de collaboration canado-française face aux nouvelles menaces sécuritaires et climatiques dans l'Arctique canadien ». *Réseau d'analyse stratégique (RAS)* (blog), 19 décembre 2024. <https://ras-nsa.ca/fr/les-pistes-de-collaboration-canado-francaise-face-aux-nouvelles-menaces-securitaires-et-climatiques-dans-larctique-canadien/>.